

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 VALENCE

Valence, le 20/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Société BONTOUX**

583, route du col de Peyruergue  
Quartier Aguzon  
26170 Saint-Auban-sur-l'Ouvèze

Références : 20231110-RAP-DAEN1041  
Code AIOT : 0010300132

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2023 dans l'établissement BONTOUX implanté 583, route du col de Peyruergue Quartier Aguzon 26170 Saint-Auban-sur-l'Ouvèze. L'inspection a été annoncée le 22/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BONTOUX
- 583, route du col de Peyruergue Quartier Aguzon 26170 Saint-Auban-sur-l'Ouvèze
- Code AIOT : 0010300132
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BONTOUX est spécialisée dans l'extraction de matières premières aromatiques. La production est réalisée grâce à des procédés de distillation à la vapeur (eau et solvants), distillation

moléculaire, CO2 supercritique.

Dotée de plusieurs sites de production dans le monde, les ventes à l'international représentent 95 % et visent la parfumerie (40 %), les arômes (35 %) et la cosmétique/aromathérapie (25 %).

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 14 octobre 2004. Le site de Saint-Auban emploie environ 100 personnes.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative ;
- eau ;
- prévention des pollutions accidentelles ;

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article 1	Sans objet
2	Consommation eau (1/2)	Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article 4.2.1 – Annexe 3	Sans objet
3	Consommation eau (2/2)	Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article 4.2.1 – Annexe 3	Sans objet
4	Pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, articles 4.8.4 et 4.9	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection permet de constater une bonne maîtrise des thèmes abordés. Notamment la capacité à transmettre rapidement l'ensemble des informations concernant les produits stockés sur le site dont le caractère dangereux constitue l'enjeu principal en termes de risques. Également, le risque de pollution accidentelle notamment en cas d'incendie, directement lié à la nature des produits stockés et utilisés est bien appréhendé. Les dispositifs propres à réduire ces risques, c'est à dire, à contenir les eaux d'extinction susceptibles de véhiculer des produits dangereux pour l'environnement ont été mis en place à l'exception, à ce stade, de deux zones, mais pour lesquelles ces risques sont moins importants.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Volume d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b> La société CLOS D'AGUZON S.A. est autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de Saint Auban sur l'Ouvèze, dans l'enceinte de son établissement sise 26170 Saint Auban sur l'Ouvèze, les installations répertoriées dans le tableau ci-après : 1450-1 Solides inflammables => 20 t (A) 2921-a 5 TAR pour 3 circuits ouverts => 5 815 kW (E) 1436-2 Liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C => 200 t (D) 2260-b Broyage, concassage, criblage... =>134,6 kW (D)

2631-2 Parfums, huiles essentielles (extraction par la vapeur) => 35 m<sup>3</sup> (8 alambics) (D)  
2780-1-c Composatge de déchets => 8 t/j (D)  
2910-A-2 Combustion => 3,63 MW (D),  
4120-2-b Toxicité aiguë catégorie 2 => 9 t (D)  
4130-2-b Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation => 2 t (D)  
4510-2 Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 => 67 t (D)  
4718-2 Gaz inflammables liquéfiés de catégories 1 et 2 => 31,6 t (D)

**Constats :**

La situation administrative du site est examinée au regard des informations communiquées dans le dossier PAC version de mars 2020 et consiste à vérifier les volumes d'activités communiqués.

On note les évolutions suivantes :

- bâtiment D' : Préparation de la matière végétale avant extraction. La quantité de matières premières végétales stockées dans le bâtiment D' avait fortement diminué. Il servait de stockage tampon d'huiles essentielles. Néanmoins, l'exploitant signale que l'activité est à nouveau en forte augmentation ;
- bâtiment H : Atelier de stockage des huiles essentielles ;
- bâtiment K : Zones de chargement et de déchargement, stockage de produits finis ;
- bâtiment O : Osmoseur ;
- bâtiment P : anciennement utilisé pour l'activité Parfumerie – en cours de réaffectation ;
- bâtiment S : Station d'épuration ;
- bâtiment T : Stripper (pré-traitement des effluents) ;

L'inspection de l'environnement a demandé à l'exploitant de communiquer la liste des produits stockés ainsi que les informations nécessaires à leur classement.

Grâce à un logiciel ERP performant développé en interne, l'exploitant est en capacité d'extraire l'ensemble des informations concernant tous les produits mis en œuvre sur le site en temps réel, notamment :

- nom du produit,
- quantité,
- emplacement précis sur le site,
- caractéristiques,
- FDS,
- Réglementation associée (rubriques ICPE).

Aucune évolution du type de matières présentes sur le site, susceptible de faire évoluer la situation administrative, n'est relevée.

Au regard des éléments fournis, il est constaté que :

- aucun seuil SEVESO n'est atteint,
- les sommes Sa, Sb, Sc, calculées selon la règle de cumul pour un seuil bas sont inférieures à 1. On obtient au maximum, une somme Sc < 0,8 (0,986 dans le PAC de mars 2020),
- le seuil de déclaration de la rubrique 4331 est dépassé (57 t pour un seuil à 50).

L'exploitant déclare qu'une solution de stockage déporté est mise en place afin de limiter la quantité de produits sur le site et éviter le franchissement des seuils SEVESO ou de la déclaration pour la rubrique 4331.

Compte tenu que la société BONTOUX a déjà pris les dispositions pour repasser sous le seuil de déclaration de la rubrique 4331, l'inspection de l'environnement considère la situation conforme. Néanmoins, l'exploitant confirmera à l'inspection dans un délai de 15 jours, que les seuils de la déclaration pour la rubrique 4331 ne sont pas franchis en indiquant les quantités présentes.

En outre, l'exploitant justifiera que les seuils des rubriques 1510 et de 4330 ne sont pas dépassés. En effet, la rubrique 1510 a évolué suite aux textes dits « post-lubrizon » en introduisant la notion d'IPD (Installation Pourvue d'une Toiture et dédiée au stockage). Pour déterminer le périmètre pouvant conduire à un classement ICPE au titre de la rubrique 1510, il convient de recenser les IPD puis identifier les différents groupes d'IPD et exclure les groupes d'IPD qui constituent une exception prévue par le libellé de la rubrique 1510. Le périmètre final est à prendre en compte au niveau des tonnages et des volumes pour la rubrique 1510 (seulement bâtiments F, K, H et M à ce jour pour 360 tonnes déclarées).

Il est à noter que plusieurs fiches de données de sécurité ont été regardées par échantillonnage durant l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : Consommation eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article 4.2.1 – Annexe 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Alimentation

**Prescription contrôlée :**

L'alimentation en eau de l'établissement est assurée :

a) par le réseau public pour les usages des sanitaires, de la cantine, et des différents points d'eau potable sur le site, ainsi que pour certains postes limités d'eau à vocation industrielle (nettoyage, alimentation des condenseurs du laboratoire...).

b) par plusieurs sources d'approvisionnement pour l'eau à utilisation industrielle :

- une source captée au Nord du site (alimentation continue),
- le vallon des Veysses (ruisseau de Micoulande) traversant le site (alimentation temporaire selon pluviométrie),
- les eaux pluviales des toitures collectées par des avaloirs,
- un pompage dans l'Ouvèze (alimentation d'appoint en cas de sécheresse) sous réserve que le débit réservé du cours d'eau soit préservé.

Ces eaux permettent d'alimenter une retenue de 3 300 m<sup>3</sup> en sortie de laquelle elles sont filtrées et distribuées à partir du local pompe d'un débit maximal de 60 m<sup>3</sup>/h (bât A).

**Constats :**

L'eau provient uniquement du réseau. Elle est utilisée pour le process, les TAR, les chaudières.

Les prescriptions susvisées ne sont plus adaptées à la situation et devront être mises à jour.

**L'exploitant mettra ainsi à jour la partie eau de son étude d'impact.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 3 : Consommation eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, article 4.2.1 – Annexe 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation
<b>Prescription contrôlée :</b> La consommation d'eau est limitée comme suit : <ul style="list-style-type: none"><li>- volume journalier maximal : 135 m<sup>3</sup>/jour</li><li>- débit instantané maximal : 60 m<sup>3</sup>/heure</li></ul>
<b>Constats :</b> Dans les années précédentes la consommation du site était relativement importante et pouvait être supérieure à 50 000 m <sup>3</sup> /an. La société a progressivement diminué sa consommation notamment depuis 2018. En 2019, la consommation était de 36 000 m <sup>3</sup> et elle a continué de baisser vers 15 000 m <sup>3</sup> . Pour 2023 elle devrait se situer à 19 000 m <sup>3</sup> . La consommation journalière est d'environ 100 m <sup>3</sup> .  L'exploitant s'est équipé de compteurs connectés qui permettent de suivre, via une application, l'évolution de la consommation. Des alertes sont envoyées en cas d'anomalie. Ces équipements permettent d'agir rapidement en cas d'anomalie (fuites...).  Un PSH est constitué et sera transmis à l'inspection de l'environnement.  L'inspection constate la diminution importante de la consommation d'eau sur le site. Les prescriptions susvisées ne sont plus adaptées et devront être mises à jour.  Il est rappelé que le site industriel est soumis aux dispositions des arrêtés préfectoraux de sécheresse lorsqu'ils paraissent et donc soumis aux réductions prévues pour les ICPE. L'élaboration d'un PSH permet, lorsqu'il est approuvé par l'inspection de l'environnement, et dans certains cas, après avoir adapté les prescriptions de l'arrêté préfectoral autorisant le site à exploiter ses installations, d'exempter le site du respect de ces réductions.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2004, articles 4.8.4 et 4.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eaux extinction incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 4.8.4 : Toutes les dispositions matérielles et opérationnelles doivent être prises pour confiner les eaux d'extinction d'un incendie susceptibles d'être polluées.  Article 4.9 : En cas de pollution accidentelle, l'exploitant doit être en mesure de fournir les renseignements dont il dispose, permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune et la flore ainsi que les ouvrages exposés à cette pollution.
<b>Constats :</b>

Le risque de pollution accidentelle est principalement lié à la présence de produits classés « dangereux pour l'environnement ».

C'est un enjeu important en raison des nombreux produits stockés ou utilisés dans de nombreux bâtiments sur un site au domaine étendu. En outre, la situation du site traversé par un « ruisseau » qui se jette dans l'Ouvèze, constitue un risque de pollution de ce cours d'eau sensible.

Ce sujet est traité depuis plusieurs années. De nombreuses dispositions ont été prises.

L'inspection a pour objectif de constater les travaux réalisés et de faire un point sur ce sujet.

Les contrôles portent sur les zones constituant les rétentions et permettant de retenir des eaux d'extinction incendie :

1- Bâtiments B, C, D et cours de distillerie :

- création d'un dos d'âne, vanne d'obturation.

2- Bâtiment sD', E, F, G, H et cours associées

- mise en place de barrière écluse et de deux vannes.

3- Bâtiment M :

- création d'un seuil permettant la rétention de 150 m<sup>3</sup> soit hauteur d'eau de 40 cm.

4- Bâtiment K

- compte tenu de la localisation de ce bâtiment, les travaux nécessaires à la récupération des eaux d'extinction sont importants et entraînent des investissements conséquents. Ce bâtiment est dédié au stockage des produits finis. La quantité est d'environ 7 ou 8 tonnes. Ce bâtiment présente un risque incendie relativement modéré en raison du peu de matière combustible ou inflammable au regard de la taille du bâtiment et donc un risque de pollution également modéré par rapport aux autres installations du site. L'exploitant a prévu de canaliser les eaux d'extinction vers une rétention étanche, l'ancien bassin de 3 300 m<sup>3</sup> qui sera réaménagé avec une capacité d'environ 400 m<sup>3</sup>.

5- Bâtiment A/A'

- il abrite les process de rectification et distillation. La quantité maximale de liquide est de 14 m<sup>3</sup>.

Les risques sont modérés en raison d'une faible quantité de matière combustible limitée à quelques emballages. Les eaux d'extinction d'un incendie dans cette zone rejoindraient l'ancien bassin de 3 300 m<sup>3</sup> comme pour le bâtiment K.

L'inspection constate que les dispositions (murets, dos d'âne, barrières écluses) présentées dans le dossier PAC de mise à jour de l'étude de dangers ont été mises en place. Le risque de pollution accidentelle est bien pris en compte.

Les vannes d'obturation, font l'objet d'une surveillance périodique 3 à 4 fois par an. Ces visites sont consignées ainsi que les opérations de maintenance éventuellement réalisées. Les équipes de premières interventions sont formées à la mise en place des dispositifs d'obturation (vannes, barrières).

Pour parfaire le dispositif, les eaux d'extinction des bâtiments K, A et A' devraient pouvoir être canalisées et retenues. Toutefois, les risques de pollutions accidentelles sur ces zones apparaissent plutôt modérés et l'exploitant a bien prévu de réaliser les travaux.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet